

États financiers consolidés résumés intermédiaires de

CGI INC.

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018
(non audités)

États consolidés intermédiaires du résultat

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

	Notes	2019	2018
		\$	\$
Revenus	9	3 054 747	2 963 946
Charges d'exploitation			
Coûts des services et frais de vente et d'administration		2 579 774	2 526 789
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration	7c	20 234	4 438
Coûts de restructuration	4	31 178	—
Charges financières nettes		26 722	14 610
Perte (gain) de change		867	(2 015)
		2 658 775	2 543 822
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices		395 972	420 124
Charge d'impôt sur les bénéfices		105 779	108 650
Bénéfice net		290 193	311 474
Bénéfice par action			
Bénéfice de base par action	6c	1,08	1,12
Bénéfice par action après dilution	6c	1,06	1,11

Se reporter aux notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

États consolidés intermédiaires du résultat global

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	2019	2018
	\$	\$
Bénéfice net	290 193	311 474
Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices) :		
Gains nets non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	35 790	341 555
Pertes nettes sur les swaps de devises ainsi que découlant de la conversion de la dette à long terme désignés comme couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(6 062)	(75 192)
Coûts différés de couverture des swaps de devises	363	7 027
(Pertes nettes) gains nets non réalisé(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie	(2 681)	39 475
(Pertes nettes) gains nets non réalisé(e)s sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(150)	770
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice net (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices) :		
Pertes nettes de réévaluation sur les régimes à prestations définies	(20 011)	(6 932)
Autres éléments du résultat global	7 249	306 703
Résultat global	297 442	618 177

Se reporter aux notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Bilans consolidés intermédiaires

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Notes	Au 31 décembre 2019	Au 30 septembre 2019
		\$	\$
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8c et 10	213 078	213 831
Créances clients		1 559 341	1 357 090
Travaux en cours		1 019 280	1 096 031
Actifs financiers courants	10	31 087	39 931
Charges payées d'avance et autres actifs courants		147 062	172 182
Impôt sur les bénéfices		10 447	10 206
Total des actifs courants avant les fonds détenus pour des clients		2 980 295	2 889 271
Fonds détenus pour des clients		679 595	368 112
Total des actifs courants		3 659 890	3 257 383
Immobilisations corporelles		385 097	397 661
Coûts liés à des contrats		223 031	222 965
Actifs au titre de droits d'utilisation		696 651	—
Immobilisations incorporelles		537 619	517 982
Autres actifs non courants		161 046	180 480
Actifs financiers non courants		154 907	176 899
Actifs d'impôt différé		114 213	100 539
Goodwill		7 931 163	7 767 837
		13 863 617	12 621 746
Passif			
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs		1 196 000	1 108 895
Rémunération à payer		585 288	642 897
Instruments financiers dérivés courants	10	6 767	4 902
Revenus différés		472 158	397 370
Impôt sur les bénéfices		209 614	176 243
Provisions		84 153	73 509
Tranche courante de la dette à long terme		92 451	113 511
Tranche courante des obligations locatives		183 723	—
Total des passifs courants avant les obligations liées aux fonds des clients		2 830 154	2 517 327
Obligations liées aux fonds des clients		678 498	366 796
Total des passifs courants		3 508 652	2 884 123
Impôt sur les bénéfices à long terme		7 525	7 690
Provisions non courantes		22 746	24 946
Dette à long terme		2 010 901	2 217 696
Obligations locatives non courantes		718 338	—
Autres passifs non courants		120 675	213 392
Instruments financiers dérivés non courants	10	37 068	18 322
Passifs d'impôt différé		167 458	178 265
Obligations au titre des prestations de retraite		185 459	193 209
		6 778 822	5 737 643
Capitaux propres			
Bénéfices non distribués		4 738 354	4 557 855
Cumul des autres éléments du résultat global	5	183 943	176 694
Capital-actions	6a	1 913 935	1 903 977
Surplus d'apport		248 563	245 577
		7 084 795	6 884 103
		13 863 617	12 621 746

Se reporter aux notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

États consolidés intermédiaires des variations des capitaux propres

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Notes	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Capital-actions	Surplus d'apport	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2019		4 557 855	176 694	1 903 977	245 577	6 884 103
Adoption de l'IFRS 16 (note 3)		(93 873)	—	—	—	(93 873)
Solde au 1 ^{er} octobre 2019		4 463 982	176 694	1 903 977	245 577	6 790 230
Bénéfice net		290 193	—	—	—	290 193
Autres éléments du résultat global		—	7 249	—	—	7 249
Résultat global		290 193	7 249	—	—	297 442
Charges au titre des paiements fondés sur des actions		—	—	—	13 202	13 202
Incidence de l'impôt liée aux options sur actions		—	—	—	3 408	3 408
Exercice d'options sur actions	6a	—	—	27 434	(4 826)	22 608
Exercice d'unités d'actions liées au rendement	6a	—	—	8 798	(8 798)	—
Rachat aux fins d'annulation d'actions subalternes classe A avec droit de vote	6a	(15 821)	—	(1 359)	—	(17 180)
Achat d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie	6a	—	—	(24 915)	—	(24 915)
Solde au 31 décembre 2019		4 738 354	183 943	1 913 935	248 563	7 084 795

	Notes	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Capital-actions	Surplus d'apport	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2018		4 251 424	201 596	2 018 592	213 195	6 684 807
Bénéfice net		311 474	—	—	—	311 474
Autres éléments du résultat global		—	306 703	—	—	306 703
Résultat global		311 474	306 703	—	—	618 177
Charges au titre des paiements fondés sur des actions		—	—	—	9 464	9 464
Incidence de l'impôt liée aux options sur actions		—	—	—	(266)	(266)
Exercice d'options sur actions	6a	—	—	18 590	(3 281)	15 309
Exercice d'unités d'actions liées au rendement	6a	—	—	7 651	(7 651)	—
Rachat aux fins d'annulation d'actions subalternes classe A avec droit de vote	6a	(328 876)	—	(35 892)	—	(364 768)
Achat d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie	6a	—	—	(30 740)	—	(30 740)
Solde au 31 décembre 2018		4 234 022	508 299	1 978 201	211 461	6 931 983

Se reporter aux notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Notes	2019	2018
		\$	\$
Activités d'exploitation			
Bénéfice net		290 193	311 474
Ajustements pour :			
Amortissement		132 381	95 700
Charge d'impôt différé		3 490	6 837
(Gain) perte de change		(2 506)	13 334
Charges au titre des paiements fondés sur des actions		13 202	9 464
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	8a	28 506	(45 280)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		465 266	391 529
Activités d'investissement			
Variation nette des placements courants		(185)	—
Acquisitions d'entreprises (compte tenu du découvert bancaire pris en charge et de la trésorerie acquise)		(133 135)	(23 508)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(29 506)	(33 170)
Ajouts de coûts liés à des contrats		(13 562)	(19 790)
Ajouts d'immobilisations incorporelles		(23 879)	(27 997)
Acquisition de placements non courants		(3 959)	(3 343)
Produit tiré de la vente de placements non courants		4 144	745
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		(200 082)	(107 063)
Activités de financement			
Variation nette de la facilité de crédit renouvelable non garantie		(159 885)	(194 795)
Augmentation de la dette à long terme		12 738	674 523
Remboursement de la dette à long terme		(21 334)	(200 642)
Paiement au titre des obligations locatives		(41 684)	—
Remboursement de la dette prise en charge dans le cadre d'acquisitions d'entreprises		(13 063)	—
Paiement au titre des actions restantes d'Acando	7b	(23 123)	—
Règlement d'instruments financiers dérivés		—	(1 934)
Achat d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie	6a	(24 915)	(30 740)
Rachat et annulation d'actions subalternes classe A avec droit de vote	6a	(17 180)	(348 326)
Émission d'actions subalternes classe A avec droit de vote		22 771	15 381
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		(265 675)	(86 533)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(262)	24 108
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(753)	222 041
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		213 831	184 091
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		213 078	406 132

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 8).

Se reporter aux notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

1. Description des activités

CGI inc. (la Société), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, fournit des services en technologie de l'information (TI) et en gestion des processus d'affaires en mode délégué, des services d'intégration de systèmes et des services-conseils, ainsi que la vente de solutions d'affaires afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace tout en créant de la valeur ajoutée. La Société a été constituée en vertu de la partie IA de la *Loi sur les compagnies* (Québec), qui a été remplacée par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec), sanctionnée le 14 février 2011, et ses actions subalternes classe A avec droit de vote sont négociées sur le marché. Le siège social et les bureaux de la direction de la Société sont situés au 1350, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec) H3G 1T4, Canada.

2. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, telle qu'elle a été publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB). De plus, les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les méthodes comptables décrites à la note 3, Sommaire des principales méthodes comptables, des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2019, qui ont été appliquées de manière uniforme pour toutes les périodes présentées à l'exception des nouvelles normes comptables adoptées le 1^{er} octobre 2019 décrites ci-après à la note 3, Modifications de méthodes comptables.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2019.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018 ont été autorisés pour publication par le conseil d'administration le 29 janvier 2020.

3. Modifications de méthodes comptables

ADOPTION DE NORMES COMPTABLES

Les normes suivantes ont été adoptées par la Société le 1^{er} octobre 2019 :

IFRS 16 – Contrats de location

Adoption de l'IFRS 16 – Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui établit les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation des contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet, pour les deux parties au contrat de location. La norme remplace l'IAS 17, *Contrats de location*, et d'autres interprétations relatives aux contrats de location, élimine le classement par le preneur des contrats de location à titre de contrats de location simple ou de contrats de location-financement et introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur. Le preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation qui représente son contrôle et son droit d'utiliser l'actif sous-jacent et une obligation locative qui représente son obligation d'effectuer des paiements futurs au titre de la location. La Société a adopté l'IFRS 16 conformément à la méthode rétrospective modifiée, sans retraitement des chiffres comparatifs. La Société a appliqué la nouvelle norme aux contrats qui étaient classés comme contrats de location aux termes de l'IAS 17 à la date de la première application. Les actifs au titre de droits d'utilisation ont été constatés comme si l'IFRS 16 avait été appliquée depuis la date de commencement pour les contrats de location de biens immobiliers. Pour tous les autres contrats de location, les actifs au titre de droits d'utilisation ont été évalués à un montant égal à l'obligation locative ajusté du montant payé d'avance et des paiements de location à verser aux termes du contrat de location inscrits au bilan au 30 septembre 2019.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

3. Modifications de méthodes comptables (suite)

ADOPTION DE NORMES COMPTABLES (SUITE)

IFRS 16 – Contrats de location (suite)

Adoption de l'IFRS 16 – Contrats de location (suite)

La Société a appliqué les mesures de simplification suivantes permises à la date de transition : la définition d'un contrat de location, l'utilisation de connaissances acquises pour déterminer la durée d'un contrat de location, l'exclusion des coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation à la date de transition, l'application d'un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires et l'ajustement des actifs au titre du droit d'utilisation à l'égard de la provision pour les contrats de location déficitaires au lieu d'effectuer un test de dépréciation.

Méthode comptable

La Société établit qu'un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie déterminée. Au moment de la conclusion du contrat, un actif au titre du droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et une obligation locative correspondante sont présentés au bilan consolidé et évalués à la valeur actualisée. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur actualisée correspond au taux d'emprunt marginal, sauf s'il est possible de déterminer facilement le taux d'intérêt implicite du contrat de location.

Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée des paiements non résiliables, lesquels comprennent essentiellement les paiements de loyer fixes excluant les frais d'entretien, les paiements variables qui sont fondés sur un indice ou un taux, les sommes que la Société s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle et les options de prolongation ou de résiliation s'il existe une certitude raisonnable qu'elles seront exercées.

Les obligations locatives sont ajustées ultérieurement pour tenir compte des intérêts sur les obligations locatives et des paiements de loyers effectués. Les obligations locatives sont réévaluées lorsqu'il y a un changement dans la durée du contrat de location, dans l'évaluation d'une option d'achat, dans les garanties de valeur résiduelle ou dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux utilisé pour déterminer ces paiements.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au montant des obligations locatives initiales, ajusté du montant des paiements de loyers versés avant la date de début, des coûts indirects et des incitatifs en trésorerie reçus.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis de façon linéaire sur la durée prévue du contrat de location de l'actif sous-jacent et diminués des pertes de valeur, le cas échéant.

La Société estime la durée du contrat de location pour calculer la valeur de l'obligation locative à la date d'entrée en vigueur du contrat de location. La direction exerce son jugement pour déterminer la durée appropriée en fonction des modalités de chaque contrat de location. Pour déterminer la durée, la Société prend en considération tous les facteurs qui créent des avantages économiques à exercer une option de prolongation ou de résiliation. Les options de prolongation ou de résiliation sont incluses dans la durée du contrat de location seulement s'il existe une certitude raisonnable qu'elles seront exercées. La direction prend en considération tous les faits qui créent des incitatifs à exercer une option de prolongation ou à ne pas exercer une option de résiliation, y compris les améliorations locatives, un changement significatif à l'actif sous-jacent ou une décision d'affaires.

Le taux d'actualisation sert à calculer la valeur comptable initiale des obligations locatives et des actifs au titre de droits d'utilisation. La Société estime le taux d'emprunt marginal relatif à chaque contrat de location ou portefeuille d'actifs loués, car il n'est pas possible de déterminer facilement la plupart des taux d'intérêt implicites des contrats de location. Pour calculer le taux d'emprunt marginal, la Société prend en considération sa solvabilité, la durée de l'accord, toute garantie reçue et le contexte économique. Les taux d'emprunt marginaux peuvent surtout varier en raison des changements dans le contexte économique.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

3. Modifications de méthodes comptables (suite)

ADOPTION DE NORMES COMPTABLES (SUITE)

IFRS 16 – Contrats de location (suite)

Incidence à la date d'adoption

Le tableau qui suit illustre l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16 sur le bilan consolidé de la Société au 1^{er} octobre 2019 :

	Bilan consolidé au 30 septembre 2019	Adoption de l'IFRS 16	Bilan consolidé au 1 ^{er} octobre 2019
	\$	\$	\$
Actif			
Créances clients	1 357 090	3 319	1 360 409
Charges payées d'avance et autres actifs courants	172 182	(6 365)	165 817
Immobilisations corporelles	397 661	(21 863)	375 798
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	701 346	701 346
Autres actifs non courants	180 480	607	181 087
Actifs d'impôt différé	100 539	14 778	115 317
Autres actifs	10 413 794	—	10 413 794
	12 621 746	691 822	13 313 568
Passif			
Fournisseurs et autres créditeurs	1 108 895	(8 037)	1 100 858
Tranche courante des provisions	73 509	(3 723)	69 786
Tranche courante de la dette à long terme	113 511	(14 086)	99 425
Tranche courante des obligations locatives	—	172 402	172 402
Provisions non courantes	24 946	(2 264)	22 682
Dette à long terme	2 217 696	(16 253)	2 201 443
Obligations locatives non courantes	—	739 123	739 123
Autres passifs non courants	213 392	(64 655)	148 737
Passifs d'impôt différé	178 265	(16 812)	161 453
Autres passifs	1 807 429	—	1 807 429
	5 737 643	785 695	6 523 338
Capitaux propres			
Bénéfices non distribués	4 557 855	(93 873)	4 463 982
Autres éléments de capitaux propres	2 326 248	—	2 326 248
	6 884 103	(93 873)	6 790 230
	12 621 746	691 822	13 313 568

Par suite de l'adoption de l'IFRS 16, tous les engagements découlant de contrats de location simple qui étaient présentés à la note 29 des états financiers consolidés au 30 septembre 2019 ont été comptabilisés en tant qu'obligations locatives et sont maintenant présentés au bilan. La Société a utilisé ses taux d'emprunt marginaux au 1^{er} octobre 2019 pour évaluer les obligations locatives. Au moment de la première application, le taux d'emprunt marginal moyen pondéré était de 3,69 %.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

3. Modifications de méthodes comptables (suite)

ADOPTION DE NORMES COMPTABLES (SUITE)

IFRS 16 – Contrats de location (suite)

Incidence à la date d'adoption (suite)

Le tableau qui suit présente un rapprochement des engagements découlant de contrats de location simple qui figurent dans les états financiers consolidés au 30 septembre 2019 et des obligations locatives comptabilisées au 1^{er} octobre 2019 :

Engagements découlant de contrats de location au 30 septembre 2019	847 502
Actualisés à l'aide du taux d'emprunt marginal moyen pondéré au 1 ^{er} octobre 2019	(96 638)
Obligations découlant de contrats de location-financement présentées au 30 septembre 2019	30 339
Options de résiliation dont l'exercice est raisonnablement assuré	(22 748)
Options de prolongation dont l'exercice est raisonnablement assuré	153 070
Obligations locatives comptabilisées au 1^{er} octobre 2019	911 525
Tranche courante des obligations locatives	172 402
Obligations locatives non courantes	739 123
Total des obligations locatives comptabilisées au 1^{er} octobre 2019	911 525

Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2019, les incidences de l'application de l'IFRS 16 ont donné lieu à une diminution des coûts immobiliers de 47 778 000 \$, une augmentation de l'amortissement de 38 108 000 \$ et des charges financières de 7 908 000 \$. De plus, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 39 200 000 \$, et une diminution correspondante a été comptabilisée dans les flux de trésorerie affectés aux activités de financement.

Réforme des taux d'intérêt de référence (modifications d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7)

En septembre 2019, l'IASB a modifié certaines de ses exigences afin de tenir compte de l'incertitude découlant du retrait graduel prévu des taux d'intérêt de référence comme les taux interbancaires offerts (TIO). Les modifications prévoient une dispense temporaire de l'application des exigences spécifiques en matière de comptabilité de couverture touchées par la réforme des taux d'intérêt de référence. Les modifications ont des répercussions sur l'IFRS 9, *Instruments financiers*, l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, et l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020, mais l'adoption anticipée est permise. La Société a choisi d'adopter de façon anticipée les modifications d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7 - *Réforme des taux d'intérêt de référence*, en date du 1^{er} octobre 2019 et a appliqué de façon rétrospective la réforme aux relations de couverture en vigueur à la date d'application et au montant cumulé dans la réserve de couverture de flux de trésorerie à cette date.

La Société a contracté un emprunt échéant en décembre 2023 d'un montant en capital de 500 000 000 \$ US qui porte intérêt à un taux fondé sur le taux LIBOR dollar américain à 1 mois. La valeur comptable de l'emprunt s'élève à 647 779 000 \$ au 31 décembre 2019. La Société a conclu et désigné comme couverture de flux de trésorerie des swaps de taux d'intérêt d'un montant nominal totalisant 500 000 000 \$ US et arrivant à échéance à la même date que l'emprunt (les instruments de couverture), selon lesquels elle obtient des intérêts en fonction du même taux LIBOR dollar américain à 1 mois.

La Société prévoit renégocier les modalités de l'emprunt et des swaps afin de remplacer les éléments liés au taux LIBOR une fois que le taux de remplacement du LIBOR sera connu. Dans l'intervalle, la Société suppose que les taux d'intérêt fondés sur le LIBOR servant aux règlements de l'emprunt et des swaps pourront continuer d'être utilisés après la date de retrait prévue, soit à la fin décembre 2021.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

4. Coûts de restructuration

Le 6 novembre 2019, la Société a annoncé un plan dans le cadre duquel elle engagera des coûts de restructuration pouvant atteindre 40 000 000 \$ pour l'exercice en cours en lien avec la fermeture des établissements au Brésil, la réorientation des services d'infrastructure au Portugal pour privilégier la prestation de services sur le continent et l'optimisation des services d'infrastructure en Suède. La Société a engagé, au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2019, des coûts de 31 178 000 \$ liés au plan annoncé. Ce montant se compose essentiellement de coûts de restructuration liés aux cessations d'emploi.

5. Cumul des autres éléments du résultat global

	Au 31 décembre 2019	Au 30 septembre 2019
	\$	\$
Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net :		
Gains nets non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 69 993 \$ (63 579 \$ au 30 septembre 2019)	632 149	596 358
Pertes nettes sur les swaps de devises ainsi que découlant de la conversion de la dette à long terme désignés comme couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 66 050 \$ (67 165 \$ au 30 septembre 2019)	(432 438)	(426 376)
Coûts différés de la couverture des swaps de devises, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 948 \$ (1 113 \$ au 30 septembre 2019)	(3 728)	(4 091)
Gains nets non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 6 476 \$ (13 003 \$ au 30 septembre 2019)	21 475	24 157
Gains nets non réalisés sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 296 \$ (352 \$ au 30 septembre 2019)	1 336	1 486
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice net :		
Pertes de réévaluation nettes sur les régimes à prestations définies, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 11 770 \$ (8 698 \$ au 30 septembre 2019)	(34 851)	(14 840)
	183 943	176 694

Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2019, des gains nets non réalisés sur des couvertures de flux de trésorerie de 4 003 000 \$, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices de 1 264 000 \$, auparavant classés dans les autres éléments du résultat global ont été reclassés dans les états consolidés du résultat.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

6. Capital-actions, paiements fondés sur des actions et bénéfice par action

a) Capital-actions

	Actions subalternes classe A avec droit de vote		Actions classe B à droits de vote multiples			Total
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
		\$		\$		\$
Au 30 septembre 2019	239 857 462	1 863 595	28 945 706	40 382	268 803 168	1 903 977
Émises par suite de l'exercice d'options sur actions ¹	535 897	27 434	—	—	535 897	27 434
Unités d'actions liées au rendement (UAR) exercées ²	—	8 798	—	—	—	8 798
Rachetées et annulées ³	(169 300)	(1 359)	—	—	(169 300)	(1 359)
Achetées et détenues en fiducie ⁴	—	(24 915)	—	—	—	(24 915)
Au 31 décembre 2019	240 224 059	1 873 553	28 945 706	40 382	269 169 765	1 913 935

¹ La valeur comptable des actions subalternes classe A avec droit de vote comprend un montant de 4 826 000 \$ (3 281 000 \$ pour la période de trois mois close le 31 décembre 2018) qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur du coût de rémunération cumulé lié aux options sur actions exercées au cours de la période.

² Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2019, 153 512 UAR ont été exercées (160 694 au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018), dont la valeur comptabilisée de 8 798 000 \$ (7 651 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018) a été retirée du surplus d'apport. Au 31 décembre 2019, 949 040 actions subalternes classe A avec droit de vote étaient détenues en fiducie en vertu des régimes d'UAR (875 480 au 31 décembre 2018).

³ Le 29 janvier 2020, le conseil d'administration de la Société a autorisé, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société, permettant à celle-ci de racheter aux fins d'annulation sur le marché libre jusqu'à 20 149 100 actions subalternes classe A avec droit de vote par l'entremise de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et/ou d'autres types de plateforme de négociation ou autrement conformément à des dispenses émises par les autorités en valeurs mobilières. Les actions subalternes classe A avec droit de vote peuvent être rachetées aux fins d'annulation dès le 6 février 2020 jusqu'au 5 février 2021 au plus tard, ou plus tôt si la Société procédait au rachat du nombre maximal d'actions subalternes classe A avec droit de vote visées par l'offre publique de rachat ou décidait de cesser d'effectuer des rachats aux fins d'annulation aux termes de cette offre.

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2019, la Société a racheté aux fins d'annulation 169 300 actions subalternes classe A avec droit de vote (4 444 100 au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018) dans le cadre de son offre publique actuelle de rachat dans le cours normal de ses activités pour une contrepartie en trésorerie de 17 180 000 \$ (364 768 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018), et l'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable, de l'ordre de 15 821 000 \$ (328 876 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018), a été imputé aux bénéfices non distribués.

⁴ Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2019, les fiduciaires, conformément aux modalités des régimes d'UAR et des contrats de fiducie, ont acheté sur le marché libre 227 070 actions subalternes classe A avec droit de vote de la Société (374 995 au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018), pour une contrepartie en trésorerie de 24 915 000 \$ (30 740 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018).

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

6. Capital-actions, paiements fondés sur des actions et bénéfice par action (suite)

b) Paiements fondés sur des actions

i) Options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, le conseil d'administration peut, à son gré, attribuer à certains employés, dirigeants et administrateurs de la Société et de ses filiales, des options sur actions leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A avec droit de vote de la Société. Le prix d'exercice est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture des actions subalternes classe A avec droit de vote à la Bourse de Toronto le jour précédant la date d'attribution. Les droits rattachés aux options sur actions deviennent acquis annuellement sur une période de quatre ans après la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte d'objectifs de rendement, et les options sur actions doivent être exercées dans un délai de dix ans, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès.

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options sur actions en cours attribuées par la Société :

En cours au 30 septembre 2019	9 891 592
Attribuées	910 440
Exercées (note 6a)	(535 897)
Éteintes	(312 439)
En cours au 31 décembre 2019	9 953 696

La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions attribuées au cours des périodes de trois mois closes les 31 décembre et les hypothèses moyennes pondérées utilisées aux fins du calcul de leur juste valeur à la date d'attribution en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes sont comme suit :

	2019	2018
Juste valeur à la date d'attribution (\$)	17,72	16,28
Rendement du dividende (%)	0,00	0,00
Volatilité prévue (%) ¹	16,58	20,07
Taux d'intérêt sans risque (%)	1,55	2,32
Durée prévue (en années)	4,00	4,00
Prix d'exercice (\$)	110,73	81,30
Cours de l'action (\$)	110,73	81,30

¹ La volatilité prévue a été établie selon les formules statistiques et l'historique hebdomadaire moyen des prix de clôture quotidiens sur la période de la durée de vie prévue des options.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

6. Capital-actions, paiements fondés sur des actions et bénéfice par action (suite)

b) Paiements fondés sur des actions (suite)

ii) Unités d'actions liées au rendement (UAR)

La Société maintient deux régimes d'UAR assortis de modalités semblables. En vertu des deux régimes, le conseil d'administration peut attribuer à certains employés et dirigeants des UAR qui leur donnent droit à une action subalterne classe A avec droit de vote pour chaque UAR. Les conditions liées à l'acquisition des droits et au rendement sont établies par le conseil d'administration à la date d'attribution. Les UAR expirent le jour ouvrable précédant le 31 décembre de la troisième année civile suivant la fin de l'exercice au cours duquel l'attribution a été effectuée, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Sous réserve de l'atteinte d'objectifs de rendement, les droits rattachés aux UAR attribuées en vertu du premier régime s'acquièrent annuellement sur une période de quatre ans à partir de la date d'attribution et les droits rattachés aux UAR attribuées en vertu du deuxième régime s'acquièrent à la fin de la période de quatre ans.

Les actions subalternes classe A avec droit de vote achetées dans le cadre des régimes d'UAR sont détenues en fiducie à l'intention des participants. Les fiducies, considérées comme des entités structurées, sont consolidées dans les états financiers consolidés de la Société, et le coût des actions achetées est comptabilisé en réduction du capital-actions (note 6a).

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs au nombre d'UAR en cours attribuées par la Société :

En cours au 30 septembre 2019	861 485
Attribuées ¹	583 991
Exercées (note 6a)	(153 512)
Éteintes	(57 190)
En cours au 31 décembre 2019	1 234 774

¹ Les UAR attribuées au cours de la période avaient une juste valeur à la date d'attribution de 107,64 \$ par unité.

c) Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice par action après dilution pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre :

	2019		2018			
	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹		
	\$		\$	\$	\$	
De base	290 193	268 203 274	1,08	311 474	276 971 263	1,12
Incidence nette des options sur actions et UAR dilutives ²		4 918 312			4 596 834	
	290 193	273 121 586	1,06	311 474	281 568 097	1,11

¹ Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2019, 169 300 actions subalternes classe A avec droit de vote rachetées aux fins d'annulation et 949 040 actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie (respectivement 4 444 100 et 875 480 au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018) ont été exclues du calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation à compter de la date de la transaction.

² Le calcul du résultat par action après dilution exclut 917 791 options sur actions pour la période de trois mois close le 31 décembre 2019 (1 812 850 pour la période de trois mois close le 31 décembre 2018) puisqu'elles étaient antidilutives.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

7. Investissements dans les filiales

a) Acquisitions d'entreprises significatives réalisées au cours de l'exercice courant

SCISYS Group Plc (SCISYS)

Le 18 décembre 2019, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de SCISYS pour un prix d'achat de 130 260 000 \$. Principalement basée au Royaume-Uni et en Allemagne, SCISYS exerce ses activités dans plusieurs secteurs, possède une expertise approfondie et des solutions de pointe dans les secteurs de l'industrie spatiale et de la défense ainsi que dans les médias et l'information, et est établie à Dublin, en Irlande.

Le tableau suivant présente la juste valeur préliminaire des actifs acquis et des passifs pris en charge pour l'acquisition de SCISYS en fonction de la juste valeur des actifs corporels et incorporels identifiables acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition :

	\$
Actifs courants	34 338
Immobilisations corporelles	16 829
Actifs au titre de droits d'utilisation	10 242
Immobilisations incorporelles	26 153
Goodwill ¹	107 383
Passifs courants	(38 291)
Passifs d'impôt différé	(7 932)
Dette à long terme	(13 422)
Obligations locatives	(11 281)
	124 019
Trésorerie acquise	6 241
Actifs nets acquis	130 260
	130 260

¹ Le goodwill découlant de l'acquisition représente principalement la valeur économique future liée à la main-d'œuvre acquise et les synergies avec les activités de la Société. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

La juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge devrait être finalisée dès que la direction aura recueilli tous les renseignements pertinents disponibles et jugés nécessaires à cette fin.

Meti Logiciels et Services (Meti)

Le 20 janvier 2020, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Meti pour un prix d'achat de 43 404 000 \$. Établie en France, Meti se spécialise dans le développement de solutions logicielles pour le secteur du commerce de détail partout en Europe et fait affaire avec certains des plus grands détaillants européens.

Avec leurs importantes capacités en services-conseils stratégiques, en intégration de systèmes et en innovation numérique centrées sur le client, ces acquisitions consolident le modèle de proximité client et l'expertise de CGI dans les secteurs clés, tels que le secteur manufacturier, le commerce de détail et le secteur public (gouvernements).

b) Acquisition d'entreprise réalisée au cours de l'exercice précédent

Au cours de l'exercice 2019, la Société a acquis 96,1 % des actions en circulation d'Acando AB (Acando) et les 3,9 % d'actions restantes le 11 octobre 2019 pour 23 123 000 \$, montant qui a été payé au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2019.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

7. Investissements dans les filiales (suite)

c) Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration

La Société a passé en charges 20 234 000 \$ au titre des frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2019 (4 438 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018). Ces montants comprennent des frais connexes aux acquisitions de 5 583 000 \$ (95 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018) et des coûts d'intégration de 14 651 000 \$ (4 343 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018). Les frais connexes aux acquisitions se composent principalement des honoraires engagés dans le cadre des acquisitions. Les coûts d'intégration englobent principalement des coûts liés aux cessations d'emploi de 9 095 000 \$ (2 925 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018), comptabilisés au titre de la provision pour restructuration et d'autres coûts d'intégration de 5 556 000 \$ (1 418 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018).

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

8. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

- a) La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre :

	2019	2018
	\$	\$
Créances clients	(181 369)	38 471
Travaux en cours	98 054	(48 857)
Charges payées d'avance et autres actifs	48 585	12 063
Actifs financiers non courants	(5 010)	4 661
Fournisseurs et autres créditeurs	82 777	25 902
Rémunération à payer	(65 849)	789
Revenus différés	32 388	(89 994)
Provisions	12 272	(3 990)
Passifs non courants	482	(5 660)
Obligations au titre des prestations de retraite	(32 429)	(1 964)
Instruments financiers dérivés	(22)	(582)
Impôt sur les bénéfices	38 627	23 881
	28 506	(45 280)

- b) Les intérêts nets payés et l'impôt sur les bénéfices payé sont classés dans les activités d'exploitation et s'établissent comme suit pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre :

	2019	2018
	\$	\$
Intérêts nets payés	25 885	20 256
Impôt sur les bénéfices payé	60 091	59 122

- c) La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient composés d'encaisse non affectée au 31 décembre 2019 et au 30 septembre 2019.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

9. Information sectorielle

Le 1^{er} octobre 2019, la Société a réaligné sa structure de gestion, ce qui a principalement donné lieu à la création de deux nouveaux secteurs opérationnels, soit Scandinavie (Suède, Danemark et Norvège) et Finlande, Pologne et pays baltes, qui étaient auparavant collectivement appelés Europe du Nord à l'exercice précédent. Ainsi, la gestion des activités de la Société se fait désormais au moyen des neuf secteurs opérationnels suivants : Ouest et Sud de l'Europe (principalement la France, le Portugal et la Belgique); États-Unis d'Amérique (É.-U.) Secteur privé et gouvernements locaux; Canada; É.-U. Gouvernement fédéral américain; Royaume-Uni (R.-U.) et Australie; Centre et Est de l'Europe (principalement l'Allemagne et les Pays Bas); Scandinavie; Finlande, Pologne et pays baltes; et Centres mondiaux de prestation de services en Asie Pacifique (principalement l'Inde et les Philippines) (Asie-Pacifique). Ce réalignement de la structure de gestion comprenait aussi, dans une moindre mesure, les transferts de certaines gammes de services entre les secteurs opérationnels de la Société.

Les secteurs opérationnels reflètent la structure de gestion révisée ainsi que la façon dont le principal décideur opérationnel, c'est-à-dire le président et chef de la direction de la Société, évalue les activités. Les tableaux ci-après présentent de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion révisée. La Société a révisé, de façon rétrospective, l'information sectorielle comparative pour la rendre conforme à la nouvelle structure d'information sectorielle.

	Période de trois mois close le 31 décembre 2019										
	Ouest et Sud de l'Europe	É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux	Canada	É.-U. Gouvernement fédéral américain	R.-U. et Australie	Centre et Est de l'Europe	Scandinavie	Finlande, Pologne et pays baltes	Asie-Pacifique	Éliminations	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus sectoriels	493 533	447 974	435 969	421 945	325 837	297 779	303 202	199 023	160 817	(31 332)	3 054 747
Bénéfice sectoriel avant les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration, les coûts de restructuration, les charges financières nettes et la charge d'impôt sur les bénéfices ¹	73 644	67 434	99 456	56 165	47 753	31 346	23 526	29 705	45 077	—	474 106
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration (note 7c)											(20 234)
Coûts de restructuration (note 4)											(31 178)
Charges financières nettes											(26 722)
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices											395 972

¹ Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2019, l'amortissement total de 132 128 000 \$ inclus dans les secteurs Ouest et Sud de l'Europe, É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux, Canada, É.-U. Gouvernement fédéral américain, R.-U. et Australie, Centre et Est de l'Europe, Scandinavie, Finlande, Pologne et pays baltes et Asie-Pacifique était de respectivement 15 025 000 \$, 20 312 000 \$, 17 474 000 \$, 10 247 000 \$, 17 628 000 \$, 20 079 000 \$, 17 089 000 \$, 8 269 000 \$ et 6 005 000 \$.

	Période de trois mois close le 31 décembre 2018										
	Ouest et Sud de l'Europe	É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux	Canada	É.-U. Gouvernement fédéral américain	R.-U. et Australie	Centre et Est de l'Europe	Scandinavie	Finlande, Pologne et pays baltes	Asie-Pacifique	Éliminations	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus sectoriels	512 064	441 231	445 717	378 733	323 183	281 079	259 104	204 963	144 953	(27 081)	2 963 946
Bénéfice sectoriel avant les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration, les charges financières nettes et la charge d'impôt sur les bénéfices ¹	72 008	66 836	89 602	52 628	51 224	24 135	19 469	28 773	34 497	—	439 172
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration (note 7c)											(4 438)
Charges financières nettes											(14 610)
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices											420 124

¹ Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2018, l'amortissement total de 95 509 000 \$ inclus dans les secteurs Ouest et Sud de l'Europe, É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux, Canada, É.-U. Gouvernement fédéral américain, R.-U. et Australie, Centre et Est de l'Europe, Scandinavie, Finlande, Pologne et pays baltes et Asie-Pacifique était de respectivement 10 825 000 \$, 17 788 000 \$, 16 449 000 \$, 6 469 000 \$, 17 067 000 \$, 8 586 000 \$, 6 380 000 \$, 8 044 000 \$ et 3 901 000 \$.

Les méthodes comptables de chaque secteur opérationnel sont identiques à celles décrites à la note 3, Sommaire des principales méthodes comptables, des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2019, sauf pour ce qui est de l'adoption de l'IFRS 16 le 1^{er} octobre 2019. Les revenus intersectoriels sont évalués de la même manière que si ces revenus provenaient de tiers.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

9. Information sectorielle (suite)

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Le tableau suivant présente les revenus provenant de tiers selon l'emplacement géographique du client, ce qui diffère des revenus présentés selon les secteurs opérationnels en raison des revenus intersectoriels, pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre :

	2019	2018
	\$	\$
Ouest et Sud de l'Europe		
France	431 973	445 689
Ailleurs	62 740	69 217
	494 713	514 906
É.-U.¹	887 467	834 861
Canada	465 028	473 803
R.-U. et Australie		
R.-U.	361 139	341 739
Australie	15 376	24 572
	376 515	366 311
Centre et Est de l'Europe		
Allemagne	173 030	151 525
Pays-Bas	114 756	116 620
Ailleurs	18 169	18 001
	305 955	286 146
Scandinavie		
Suède	229 405	207 354
Ailleurs	87 573	66 364
	316 978	273 718
Finlande, Pologne et pays baltes		
Finlande	197 125	202 831
Ailleurs	9 803	9 541
	206 928	212 372
Asie-Pacifique		
Ailleurs	1 163	1 829
	1 163	1 829
	3 054 747	2 963 946

¹ Les revenus provenant de tiers compris dans les secteurs opérationnels É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux et É.-U. Gouvernement fédéral américain ont été de respectivement 459 691 000 \$ et 427 776 000 \$ pour la période de trois mois close le 31 décembre 2019 (respectivement 450 626 000 \$ et 384 235 000 \$ pour la période de trois mois close le 31 décembre 2018).

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

9. Information sectorielle (suite)

INFORMATION RELATIVE AUX SERVICES

Le tableau suivant présente les revenus en fonction des services fournis par la Société pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre :

	2019	2018
	\$	\$
Intégration de systèmes et services-conseils	1 398 367	1 557 230
Gestion des TI et des fonctions d'affaires	1 656 380	1 406 716
	3 054 747	2 963 946

RENSEIGNEMENTS SUR LES PRINCIPAUX CLIENTS

Les contrats conclus avec le gouvernement fédéral américain et ses diverses agences, inclus dans le secteur opérationnel É.-U. Gouvernement fédéral américain, représentaient 394 062 000 \$ et 12,9 % des revenus pour la période de trois mois close le 31 décembre 2019 (356 518 000 \$ et 12,0 % pour la période de trois mois close le 31 décembre 2018).

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

10. Instruments financiers

JUSTE VALEUR

Tous les instruments financiers sont initialement évalués à la juste valeur et ultérieurement classés au coût amorti, à la juste valeur par le biais du bénéfice net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

La Société a effectué les classements suivants :

Coût amorti

Les créances clients, la trésorerie comprise dans les fonds détenus pour des clients et les montants à recevoir à long terme comptabilisés dans les actifs financiers non courants, les fournisseurs et autres créditeurs, la rémunération à payer, la dette à long terme et les obligations liées aux fonds des clients.

Désignés à la juste valeur par le biais du bénéfice net

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les instruments financiers dérivés et les actifs au titre du régime de rémunération différée comptabilisés dans les actifs financiers non courants.

Désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les obligations non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients et dans les placements non courants comptabilisés dans les actifs financiers non courants.

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Les évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan consolidé sont classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : un cours (non ajusté) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : les données autres que les cours visés au niveau 1, mais qui sont observables pour l'actif ou le passif directement ou indirectement;

Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Les techniques d'évaluation utilisées pour évaluer les instruments financiers sont les suivantes :

- La juste valeur des billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros, de la facilité de crédit renouvelable non garantie, de la facilité d'emprunt à terme non garantie et des autres dettes à long terme est évaluée en actualisant les flux de trésorerie attendus aux taux actuellement offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes échéances et conditions;
- La juste valeur des obligations non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients et des placements non courants est calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs au moyen des données de marché observables, comme les courbes de taux d'intérêt ou les écarts de crédit, ou en fonction de transactions similaires dans des conditions de concurrence normale;

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

10. Instruments financiers (suite)

ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR (SUITE)

- La juste valeur des contrats de change à terme est établie au moyen des taux de change à terme à la fin de la période de présentation de l'information financière;
- La juste valeur des swaps de devises et des swaps de taux d'intérêt est établie d'après les données du marché (principalement les courbes de taux d'intérêt, des taux de change et des taux d'intérêt) pour calculer la valeur actualisée de tous les flux de trésorerie estimés;
- La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est établie au moyen des cours observables;
- La juste valeur des actifs au titre du régime de rémunération différée comptabilisés dans les actifs financiers non courants se fonde sur des cours de marchés et sur la valeur des actifs nets à la date de clôture.

Aucun changement n'a été apporté aux techniques d'évaluation au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2019.

Le tableau suivant présente les passifs financiers compris dans la dette à long terme, évalués au coût amorti classés selon la hiérarchie des justes valeurs :

	Niveau	Au 31 décembre 2019		Au 30 septembre 2019	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
		\$	\$	\$	\$
Billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros	Niveau 2	1 232 521	1 297 353	1 256 554	1 330 809
Obligations en vertu de contrats de location-financement	Niveau 2	—	—	30 339	29 792
Autre dette à long terme	Niveau 2	30 469	29 416	33 710	32 783
		1 262 990	1 326 769	1 320 603	1 393 384

Pour les autres actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, la valeur comptable se rapproche de la juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2019 et 2018

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

10. Instruments financiers (suite)

ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR (SUITE)

Les actifs et les passifs financiers évalués à la juste valeur classés selon la hiérarchie des justes valeurs sont présentés dans le tableau ci-après :

	Niveau	Au 31 décembre 2019	Au 30 septembre 2019
		\$	\$
Actifs financiers			
À la juste valeur par le biais du bénéfice net			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 2	213 078	213 831
Actifs au titre du régime de rémunération différée	Niveau 1	67 803	62 627
		280 881	276 458
Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture			
Instruments financiers dérivés courants compris dans les actifs financiers courants			
Swaps de devises	Niveau 2	3 958	4 243
Contrats de change à terme		17 057	25 799
Instruments financiers dérivés non courants			
Swaps de devises	Niveau 2	30 895	45 193
Contrats de change à terme		14 983	25 069
Swaps de taux d'intérêt		595	1 380
		67 488	101 684
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			
Placements courants compris dans les actifs financiers courants	Niveau 2	10 072	9 889
Obligations non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients	Niveau 2	179 788	180 289
Placements non courants	Niveau 2	23 889	24 596
		213 749	214 774
Passifs financiers			
Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture			
Instruments financiers dérivés courants			
Swaps de devises	Niveau 2	4 371	2 982
Contrats de change à terme		2 396	1 920
Instruments financiers dérivés non courants			
Swaps de devises	Niveau 2	33 564	16 560
Contrats de change à terme		3 504	1 762
		43 835	23 224

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2019, aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2.